

L'inconvénient de cette façon de voir, si rassurante et si confortable puisqu'elle correspond à "l'air du temps", c'est que, poussée à la limite, elle aboutit à faire de la foi une affaire exclusivement privée. Pour un chrétien, cela reviendrait à déposer le levain à côté de la pâte, à enfouir craintivement la pièce d'argent qu'on lui a confiée, au lieu de la faire fructifier.

**Que l'Église parle!** — C'est sans doute en réaction là-contre que certains ont dit souhaiter «*que l'Église parle clairement*». C'est d'ailleurs là une exigence qu'on entend souvent formuler, qu'on se surprend même à répéter soi-même, et pas seulement à propos du référendum. Prenons le temps de nous demander, pourtant, quelle Église devrait, ou aurait dû, parler ainsi.

Comme personne ne voudrait se laisser aller à dire naïvement que «*l'Église, c'est les autres*», on essaiera de définir un regroupement suffisamment vaste pour s'y perdre dans l'anonymat. On dira alors que l'Église regroupe l'ensemble des baptisés, l'ensemble des croyants, ou du moins l'ensemble des «catholiques pratiquants».

Mais voilà. L'ensemble des chrétiens du Québec pourraient-ils se regrouper de façon unanime autour d'une déclaration de principes, ou même d'une option fondamentale? Comme l'ensemble de l'électorat, les chrétiens sont divisés sur la question et sur les options en présence dans le débat référendaire.

Qui donc, alors, aurait dû parler? Les évêques, en tant que leaders religieux du peuple chrétien? Ils l'ont fait, dans un langage clair, avec tact et avec prudence. En éclairant la légitimité du processus démocratique où nous sommes engagés et en pointant du doigt, en même temps que la question nationale, l'importance du problème social.<sup>3</sup>

Dans leurs messages, ils s'adressaient, bien sûr, «à la communauté catholique québécoise», mais aussi «à tout homme de bonne volonté», dans un souci «de présence à la vie collective». Ils sont intervenus comme un corps public, en tant qu'Assemblée des évêques du Québec, pour proposer un enseignement fondé sur l'Évangile.

En pratique, leurs déclarations ont surtout rejoint les membres de l'Église, invités à une réflexion sérieuse et seraine. En dépit de la qualité de leur contenu, ces deux messages n'ont eu qu'un rayonnement limité. Est-ce que ce problème de communication ne soulève pas quelque interrogation sur la façon dont ces textes ont été élaborés, sur la "coresponsabilité" investie dans leur préparation? On pourrait imaginer un autre type de déclaration, élaborée à la suite d'un long effort de consultation et de dialogue avec la base de l'Église, qui recueillerait pour les ex-

3. "Construire ensemble une société meilleure". On trouvera le texte de ce second message dans *l'Église canadienne* 13/10 (24 janvier 1980) p. 297-302. Sur le même problème, on pourra également se reporter à l'article d'Irénée Desrochers, "Le référendum et la question sociale", dans *Relations* 40/457 (mars 1980), p. 67, 93-95.

primer publiquement les attentes, les exigences et les engagements de la communauté chrétienne. Cela supposerait évidemment une participation beaucoup plus large des croyants à l'analyse et à la discussion. Un tel exercice de coresponsabilité ferait des évêques les porte-parole de leur Église.

Le fait qu'une telle démarche n'ait pu être réalisée ne juge pas nos évêques, mais bien toute l'Église du Québec: nous ne sommes pas rendus là, et nous nous accommodons fort bien d'une certaine passivité. En fait, le référendum nous permet simplement de constater que nous avons, ensemble, encore beaucoup de chemin à faire pour assumer en Église nos responsabilités de chrétiens face aux problèmes de fond qui surgissent en politique.

### Quel silence?

**Communiquer** — Mais nous sommes déjà en route. Car il n'est pas vrai que les chrétiens soient restés indifférents face au référendum. Combien de petits groupes, de communautés de base, d'équipes de divers mouvements, de paroisses même, ont pris le temps de s'arrêter pour essayer de réfléchir chrétiennement sur les enjeux de la question. Et en dehors des structures d'Église, combien de chrétiens ont participé aux discussions et aux sessions des mouvements, des syndicats, des organismes dont ils sont membres, en essayant d'exercer pleinement et loyalement leurs responsabilités de citoyens. Qui dira que leur foi ne s'incarne pas dans cet effort?

Nous ne regrettons pas le fait que ces efforts n'aient pas fait de bruit, mais qu'ils soient trop souvent demeurés isolés, ignorants les uns des autres. Et qu'ils se soient privés, du même coup, de l'interpellation radicale que l'Église vivante renvoie à ses membres.

Au moment où la campagne référendaire commence à nous paraître bruyante, examinons notre silence. N'est-il fait que de prudence? N'est-il fait que de la peur de voir compromis certains privilèges, certaines sécurités que nous identifions volontiers à l'ordre établi? Quelle part y tient la solidarité avec ceux qui ne peuvent se faire entendre et que Dieu déclare ses privilégiés? Quelle part l'effort soutenu pour bâtir la justice et refaire la société?

Examinons notre Église. Le référendum est un temps de croissance pour le Québec. Il donne à notre peuple la possibilité de mûrir un projet de société et de s'éduquer à la démocratie. Pour l'Église que nous sommes, il est aussi une chance, un signe des temps. Pour être levain dans la pâte de notre société, elle doit devenir une communauté vivante, où le partage des responsabilités (la coresponsabilité) et le sens de la mission (l'engagement dans le monde) contribuent à orienter le projet collectif.

Le référendum interroge le silence des chrétiens, il nous questionne sur notre action et sur notre audace. Il nous éduque à l'angoisse de la liberté.

Albert Beaudry

## GUATÉMALA: LE PRIX DE L'ESPÉRANCE

Dans un télégramme adressé au président Lucas Garcia, le Comité des droits humains de la Conférence des évêques catholiques du Canada dénonçait, le 21 février dernier, "la violation flagrante des droits humains au Guatemala" et réclamait "des mesures concrètes pour mettre fin à ces actes insensés de répression". Quelques semaines plus tôt, en effet, le massacre de l'ambassade d'Espagne à Guatemala avait attiré l'attention du monde entier sur un régime que venaient de dénoncer les Jésuites d'Amérique centrale (voir *RELATIONS*, mars 1980, p. 89).

Le témoignage que nous publions ci-dessous illustre concrètement la situation d'exploitation et d'oppression qui est faite aux paysans de la province de Quiché. Ce faisant, il explique pourquoi une trentaine de villageois de cette province ont décidé d'occuper l'ambassade d'Espagne et montre que la réaction impitoyable du gouvernement militaire n'est pas un accident. Ce document n'est pas le reportage d'un observateur de passage mais un témoignage: nos lecteurs comprendront, en le parcourant, qu'il paraît anonymement.

"Nous savons que nous sommes nés pour mourir un jour, c'est notre destin inévitable. Quant à nous, il s'agit de savoir si nous allons mourir de faim dans notre coin natal ou si nous allons mourir victimes de la répression dans nos démarches ici, dans la Capitale. Mais nous croyons avec non moins de certitude qu'après la mort il y a la résurrection. Ce que nous voulons, c'est donner un sens à notre mort, parce que c'est ainsi que nous donnerons un sens à notre vie."

Ces propos, d'une rare profondeur, expriment la foi de deux paysans de la province de Quiché, Vicente Menchu et Gaspar Vivi. Ils ont été prononcés dans le cadre d'une homélie partagée, dimanche le 27 janvier, à une célébration qui réunissait quelque deux cents chrétiens liés aux groupes *Justice et Paix* du Guatemala. Quatre jours plus tard, le 31 janvier, les noms de ces deux paysans figuraient sur la liste des trente-neuf victimes de l'incendie de l'ambassade d'Espagne, prise d'assaut par la Police nationale du Général Lucas.

Le massacre fit aussitôt les manchettes de la presse internationale. Mais la presse guatémaltèque ne put que se faire l'écho de la thèse gouvernementale, présenter les paysans comme un groupe d'extrémistes, justifier l'intervention de la police par un appel de l'ambassade, quitte à faire de l'ambassadeur lui-même un complice vaguement marxiste des paysans "extrémistes". Un minimum d'honnêteté et de sens critique suffirait à discréditer une version aussi caricaturale des événements. En fait, pour redonner son véritable sens au massacre de l'ambassade d'Espagne à Guatemala, il faut le replacer dans le contexte social particulier du Quiché et dans le cadre global de la réalité politique du Guatemala.

### À la file indienne vers la capitale

Ce n'était pas en touristes, ni non plus pour satisfaire des caprices personnels, que des Indigènes Ixiles et Quichés se trouvaient dans la ville de Guatemala à la fin de janvier. Ils étaient descendus dans la capitale à titre de délégués de leurs communautés respectives. Leur visite avait un but précis: celui de faire connaître à des institutions dignes de leur confiance, tels l'Université San Carlos, le Front démocratique contre la répression, le comité chrétien Justice et paix, etc., et, par leur intermédiaire, à l'opinion publique nationale et internationale, la situation invivable que crée dans leur région la présence de l'Armée nationale. Ils avaient des faits très précis à rapporter, des faits qui nous font découvrir jusqu'à quel point la vie quotidienne de ces populations pacifiques est devenue tragique et insécure.

● **Le massacre des paysans d'Uspantan.** Au cours du mois d'octobre 1979, neuf Indigènes d'Uspantan furent arrêtés et emprisonnés par l'Armée. Deux d'entre eux eurent la chance de prendre la fuite. Quant aux sept autres, l'Armée fit semblant, en décembre, de vouloir les transférer de village, d'Uspantan à Chajul. Un peu avant d'arriver à destination, les militaires obligèrent leurs prisonniers à s'habiller en vert-olive, leur mirent dans les mains de vieux fusils sans balles, les tuèrent à bout portant, et exposèrent leurs corps à la vue des passants en les présentant comme des guérilleros abattus dans un affrontement avec les "gardiens de l'ordre".

● **L'invasion de San Pablo Baldío.** Le 9 janvier, l'Armée envahissait cette paisible localité et semait la terreur parmi la population, obligeant hommes, femmes et enfants

SUITE PAGE 122

## APRÈS PÂQUES: APPRENDRE À CROIRE

Après Pâques, Dieu n'est plus le même.

Du moins, nos conceptions de Dieu. Comme pour les disciples d'Emmaüs, ce que "nous espérons" de lui (Lc 24,21), projection de nos convoitises, de nos insécurités et de nos piétés, tout cela a été crucifié avec Jésus.

Sur nos chemins d'hommes déçus, révélations de ce qui "dans toutes les écritures... le concernait" (Lc 24,27): le Dieu vivant, le tout autre, qui se fait proche et vient manger à la table des pécheurs.

Un Dieu qui non seulement prend le parti des pauvres, mais se fait pauvre lui-même.

Un Dieu qui assume la distance et la solitude du péché jusqu'à se "vider" de lui-même pour rejoindre l'homme dans la mort.

Un fils, véritable fils prodigue celui-là, qui "ne retint pas jalousement le rang qui l'égalait..." au Père (Ph 2,6), mais quitta tout pour rejoindre le frère perdu et annoncer la réconciliation.

Le Dieu de la promesse et du projet qui déjà se réalise...

Alors commence à poindre la lumière de Pâques.

Non pas une "passe" pour éviter la mort.

Ni une fuite dans quelque au-delà.

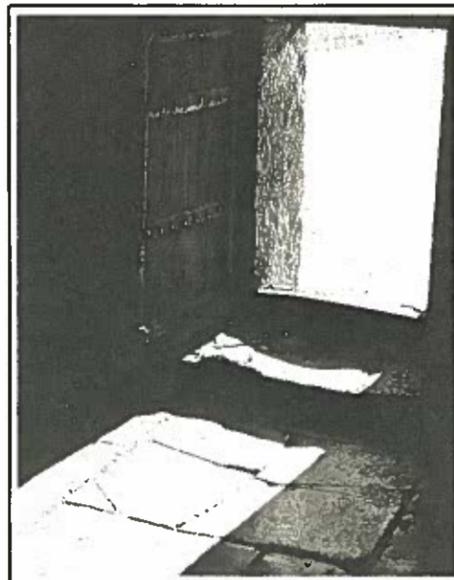
Mais transfiguration de la vie réelle et du chemin de croix des hommes, à la lumière de la foi.

La foi des véritables fils d'Abraham.

Ceux qui marchent.

Car la foi se vit aussi avec les pieds et les mains: "On t'a fait savoir, homme, ce qui est bien, ce que Yahvé réclame de toi: rien d'autre que d'accomplir la justice, d'aimer avec tendresse et de marcher humblement avec ton Dieu" (Mi 6,8).

Après un moment d'un certain romantisme ("ils étaient continuellement dans le Temple à louer Dieu" — fin de



l'Évangile de Luc —), les disciples se font dire: "Pourquoi rester là à regarder le ciel?" (début des Actes).

Depuis, les disciples marchent de par le monde, ambassadeurs de la réconciliation, hommes nouveaux, pour un monde nouveau.

Comme leur Maître, ils sont envoyés aux plus pauvres, annonçant la Bonne Nouvelle, "accomplissant" la justice et aimant avec tendresse.

Dans le monde réel, ils sont pauvres, démunis, vulnérables, avec "rien d'autre" que la garantie de la proximité de Dieu en Jésus-Christ et la foi en la promesse...

Fernand Jutras

## GUATÉMALA...

Suite de la page 100

à sortir des maisons, les accusant d'être des "rebelles". Pendant ce temps, les soldats volaient, pillaient, détruisaient. Les Indigènes tentèrent de se défendre avec des pioches, des bâtons, des pierres, et l'Armée répondit par des coups de feu.

● **La répression de Chajul.** Elle dure depuis le début de décembre. Treize paysans ont été incarcérés et torturés; des adolescentes, des femmes enceintes et même des dames âgées ont été violées; les quelques objets de valeur de ces pauvres gens leur ont été volés, leurs papiers et documents personnels brûlés, etc.

● **La répression à San Juan Cotzal.** Quatre-vingts paysans sont disparus. Le 29 novembre, l'Armée a bombardé

les abords du village et, le lendemain, elle en a pillé les maisons.

Ces faits parlent déjà d'eux-mêmes. Mais les paysans résumèrent et commentèrent leur triste situation de la façon suivante:

"Avant, quand il n'y avait pas l'Armée, il n'y avait pas de violence, ni d'enlèvements, ni de massacres. Mais quand l'Armée est arrivée, en 1976, tout a commencé... Les militaires disent qu'ils font de l'«action civique», mais ce n'est pas vrai. L'Armée n'a rien fait de bon pour nous. Elle prend la défense des injustices que commettent les riches et elle veut que nous continuions à courber la tête."

C'est tout cela que voulaient faire connaître les Indigènes qui occupèrent pacifiquement l'ambassade d'Espagne. Et ils avaient des objectifs très précis: demander aux autorités que soient relâchés leurs compagnons disparus, inviter une commission constituée d'observateurs honnêtes à se rendre sur les lieux, chercher des solidarités et s'intégrer aux organisations paysannes existantes et, surtout, exiger que se retire le plus vite possible du Quiché ce qu'ils considèrent eux-mêmes comme "une Armée d'assassins au service des riches".

## La présence de l'Armée

Mais il est improbable que l'Armée donne suite à cette dernière exigence des paysans indigènes. Au contraire, la présence de l'Armée dans cette région de l'arrière-pays répond à des motifs d'ordre économique et politique d'une importance vitale pour les militaires au pouvoir et pour leurs alliés.

**À côté de ces replis officiels, on voit de vastes regroupements de chrétiens où évêques, prêtres, religieuses, laïcs cherchent dans l'option préférentielle pour les pauvres la base doctrinale d'une praxis concrète de libération intégrale des secteurs exploités.**

Les villages affectés par le terrorisme militaire appartiennent à la partie nord du Quiché. Or cette région constitue, avec le département d'Izabal, le nord d'Alta Verapaz et le nord-est de Huehuetenango, la "Franja transversal del Norte", bande de territoire qui représente la plus grande concentration du potentiel minier (nickel, plomb, antimoine, uranium), pétrolier et forestier du pays. D'autre part, les militaires ont mis sur pied un ambitieux projet de développement économique de cette région; non pas un projet "national", mais un projet "militaire", leur projet. En d'autres termes, ils se sont attribué cette zone comme une part de butin, et ils entendent bien la développer selon leurs propres intérêts, avec la collaboration des multinationales qui y sont bien installées et qui opèrent sous des raisons sociales "fantômes" derrière lesquelles on peut reconnaître Inco, Exxon, etc. La campagne de terreur dans le Quiché n'a pas d'autre fin que de forcer les Indigènes à fuir et à faire place nette.

Mais il y a aussi des motifs politiques à la présence militaire dans ces régions. L'Armée doit à tout prix se refaire une image, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. En traitant ces paysans comme des rebelles en acte ou des guérilleros en devenir, les militaires veulent montrer qu'ils savent prendre la situation en main et qu'ils sont capables de sauver le pays de ce qu'ils appellent la "tragédie" du Nicaragua et du Salvador. Les multinationales ont besoin d'une telle garantie politique. D'autant plus que la cote de popularité des militaires et de la police n'a jamais été aussi

basse, comme en fait foi l'unanimité avec laquelle jeunes gens et parents dénoncent les méthodes inhumaines de recrutement mises en oeuvre, et comme le démontre encore cette campagne de publicité que l'Armée s'est vue obligée de se faire à elle-même face à une opinion publique de plus en plus sceptique.

## Une société fondamentalement injuste

Le Quiché n'est pas la seule région à connaître la violence et la répression: c'est toute la société guatémaltèque qui se construit sur l'injustice et qui, en conséquence, est victime de ce que Dom Helder Camara a baptisé "la spirale de la violence".

- Un pays à majorité indigène et paysanne, où cependant 2% de la population possèdent 70% des terres.
- Un pays où l'agro-industrie, centrée sur le café, le coton et le sucre, réalise des gains d'autant plus spectaculaires que les prix internationaux de ces produits sont à la hausse, et que la main-d'oeuvre des plantations reçoit un salaire misérable, variant de un à deux dollars par jour, et ceci dans un pays où le coût de la vie rejoint sur bien des points et dépasse même celui du Canada (par exemple, depuis le 17 février, l'essence coûte US \$1,92 le gallon américain).
- Un pays où le nouveau Code du travail restreint les rares droits reconnus aux travailleurs et tend à détruire les organisations syndicales.
- Un pays, enfin, où selon les mots de l'actuel vice-président de la République, l'éminence Villagran Kramer, "les partis politiques qui forment le gouvernement ne sont pas convaincus qu'il faille mettre fin à la violence parce qu'ils en ont besoin pour défendre leurs intérêts."

Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que la violence continue et prenne même de plus en plus d'ampleur. Pendant les dix premiers mois de 1979, le redoutable "Escuadron de la Muerte" a fait 3 252 victimes, comme l'a rappelé en janvier une lettre ouverte des jésuites qui a fait beaucoup de bruit.

## Comment se dessine l'avenir?

Les choses étant ce qu'elles sont, il n'y a pas à se surprendre de ce que l'idée d'un renversement du régime actuel commence à faire son chemin. Pour ceux qui pensent en fonction du système en vigueur, il n'y a que deux voies possibles. La première, conforme aux goûts et aux intérêts des multinationales, implique l'accession au pouvoir d'un homme fort, plus précisément d'un ancien président de la République, le Général Carlos Arana qui, alors qu'il n'était que le chef de la zone militaire orientale dans les années '60, avait éliminé les foyers de guérilla de la façon la plus brutale. De fait, le personnage fait actuellement une certaine rentrée politique, dans les rangs du

nouveau parti Central Autentico Nacional, CAN, formation qui n'a de neuf que le nom. L'autre voie, dans la ligne de l'ambassade américaine, souhaiterait voir un groupe de jeunes militaires faire leur "révolution", avec l'appui de la Démocratie chrétienne, et la participation possible de Villagran Kramer. Cependant, aucune de ces voies ne réussit à susciter de vrais espoirs dans le peuple, d'abord parce qu'il y a longtemps qu'on ne croit plus dans les vieux partis (pour la première solution), et parce que l'expérience actuelle du Salvador, c'est-à-dire l'alliance de la Junte militaire et de la DC, s'achemine vers une impasse (pour la seconde solution).

**Pendant les dix premiers mois de 1979, le redoutable "Escuadrón de la Muerte" a fait 3252 victimes.**

C'est donc plutôt à un saut "qualitatif" que pensent des secteurs de plus en plus importants de la population. Des données positives tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays font espérer non seulement un changement de régime, mais un changement radical du système et l'émergence d'une nouvelle société. La solidarité internationale de nombreux groupes européens et nord-américains, notamment les prises de position d'Amnesty International représente un appui très important, en même temps qu'elle provoque un agacement visible chez les porte-parole du gouvernement. La combativité des Indigènes, autrefois silencieux et soumis, est un autre facteur politique capital, et le drame de l'ambassade d'Espagne n'en est qu'un exemple. Il faut noter également la multiplication et l'amplification des réseaux de solidarité à l'intérieur du pays, comme par exemple le Comité d'unité paysanne (CUC), le Comité national d'unité syndicale (CNUS), le Front démocratique contre la répression, etc. Il y a enfin

l'appui et le rôle de ce que, en Amérique latine, on appelle l'Église populaire.

Dans le contexte de l'Amérique Centrale, ce dernier point prend une importance relativement grande. Il n'y a personne qui mettrait en doute par exemple, l'influence des prises de positions de l'Archevêque de Managua et de ses confrères au Nicaragua, ni celle de Mgr Romero au Salvador. Au Guatemala, l'impact de la hiérarchie n'est sans doute pas aussi palpable. Le cas du Cardinal Cagariago est bien connu. Il vient tout juste de mettre sur pied une commission de liturgie destinée à contrôler le contenu "politique" des homélies de ses curés! Quant à son auxiliaire, Martinez de Lejarza, très proche du gouvernement, il a publié en janvier, en tant que responsable de la commission épiscopale pour l'éducation chrétienne, un document qui ne manque pas d'être exploité par les élites dominantes, et dans lequel il met la jeunesse en garde contre la violence: on n'y parle pas de la violence institutionnalisée que le peuple subit tous les jours, mais de cette violence que provoqueraient les groupes et les secteurs de la population en quête de libération.

Mais, à côté de ces replis officiels, on voit de vastes regroupements de chrétiens où évêques, prêtres, religieuses, laïcs cherchent dans l'option préférentielle pour les pauvres la base doctrinale d'une praxis concrète de libération intégrale des secteurs exploités. Ainsi, face aux faussetés diffusées par le gouvernement sur les événements tragiques de l'ambassade d'Espagne, les agents de pastorale du Quiché, évêque en tête, déclaraient publiquement qu'ils faisaient leurs plaintes et les requêtes des Indigènes Ixiles et Quichés. Or l'évêque du Quiché, Mgr Girardi, est devenu, le 15 février dernier, le nouveau président de la Conférence épiscopale du Guatemala... Ces faits sont autant de motifs de croire et d'espérer que la mort de Vicente Menchu, de Gaspar Vivi et de leurs compagnons est le prix d'une prochaine résurrection du noble peuple guatémaltèque.



## ÉTUDES LITTÉRAIRES



### LES JARDINS SECRETS

Les années passent et ne se ressemblent pas. Parfois heureuses, parfois pas. Ainsi va la vie.

Car s'il fallait que les jours se déroulent toujours égaux à eux-mêmes, pour sûr nous en mourrions d'ennui.

C'est pourtant ce que laisse croire le Cercle du Livre de France depuis qu'il divulgue ses prix Esso et Jean Béraud-Molson: plusieurs éprouvent le senti-

ment que ces "consécrations", pourtant fort bien dotées, ne nous révéleront plus jamais de vraies grandes gueules d'écrivains comme ce fut le cas pour les André Langevin, Louise Maheux-Forcier et (mais je ne me souviens plus s'il fut récipiendaire du prix) Hubert Aquin. Bien sûr j'idéalise à outrance. J'oublie trop souvent que c'est la persévérance et la continuité qui ont

fait de ces auteurs des grands noms de notre littérature. C'est vrai. Mais je n'y peux rien.

D'autant moins que la tradition n'a pas changé cette année. Malgré tout nous aurons au moins connu une surprise: celle d'apprendre que Gustave Lamarche s'était mérité le prix Jean Béraud-Molson pour *La Saison des feuilles mortes*. N'ayant pu assister à la

réception où avait lieu l'annonce du gagnant, j'avoue avoir sursauté en apprenant cette nouvelle. Comment Gustave Lamarche pouvait-il "anonymement" prétendre au prix lui qui, avec ce volume, en était rendu au troisième tome de la dynastie des Lanthier! Cela me paraissait absurde. Heureusement que j'ai su que M. Tisseyre avait reconnu l'incongruité de la situation: si Jacques Lamarche s'était mérité le prix, c'est par défaut étant donné que le vrai gagnant aurait dû être une figure célèbre de l'intelligentsia française dont un farceur avait déniché un exemplaire de son premier roman, retiré à sa demande de la circulation depuis fort longtemps, pour le soumettre (sous forme dactylographiée bien évidemment) au concours du Cercle du livre de France. Heureusement que la farce fut découverte à temps. On imagine la situation cocasse qui en aurait résulté.

Voilà pour les émotions.

Quant au deuxième prix, le Esso du Cercle du livre de France, il fut remporté par Normand Rousseau qui s'était déjà mérité le prix Jean Béraud-Molson en 1977 pour *À l'ombre des tableaux noirs*, suite de récits fort enlevants dont j'avais à l'époque dit du bien dans le numéro 9 de la revue *Lettres québécoises*. C'est donc armé des meilleures intentions que je me suis furtivement glissé dans *Les Jardins secrets* de son dernier roman primé. Décevant! Et j'avoue que je suis malheureux de porter ce jugement mais il me semble que Rousseau, qui ne manque pas de talent a, cette fois-ci, raté son effet.

### Faits divers et production dramatique

Mais de quoi s'agit-il au juste?

Plutôt que de me perdre dans de longues explications, je préfère tirer du roman de Rousseau un paragraphe qui résume parfaitement l'intrigue:

*Tout était bien clair. Un adolescent assez déséquilibré, obsédé par le sexe, impuissant, timide, explosait un jour. Il tuait une jeune fille après l'avoir violée d'une façon étrange puis il mettait le feu à la maison. Désespéré il entra le lendemain dans sa classe, un revolver à la main et tira au hasard, blessant un camarade qui mourait quelques heures plus tard à l'hôpital. Plusieurs étudiants étaient blessés par des balles perdues. Pour mettre un point final au drame cet adolescent se tira une balle dans la tête.*

Voilà tout. (p. 245)

Au sujet de cette intrigue, Normand Rousseau a lui-même confié à Murray Maltais du quotidien *le Droit* (livraison du samedi 24 novembre 1979) qu'il s'était inspiré de "l'affaire Poulin-Rabot survenu (sic) à Ottawa, en octobre 1975 (p. 17)" mais qu'il n'avait pas "fouillé minutieusement l'affaire de peur d'être trop influencé (p. 17)".

Peu importe d'ailleurs car entre le fait divers et la production romanesque, il existera toujours l'incom-

À propos de:  
**Normand ROUSSEAU**  
Les Jardins secrets.  
Le Cercle du  
livre de France,  
Montréal, 1979,  
254 p.; prix \$9.95

mesurable distance de l'art. L'effet littéraire (la littérarité comme on se plaît à l'appeler ces temps-ci) relèvera toujours de l'ordre de l'illusion et du mensonge. Voilà pourquoi Rousseau a d'abord été confronté à un problème technique plutôt qu'à un problème de vérité des faits. Après quelques hésitations, il a décidé de dérouler en parallèle le journal de Gontran et les résultats de l'enquête Romuald Fortier. À mesure que le journal du jeune héros se rapproche de l'événement tragique, l'enquête, elle, accumule les dépositions des témoins.

D'un point de vue technique, la structure me paraît excellente. Le lecteur a droit à une connaissance in-

time de Gontran, laquelle se trouve à être réajustée par les dépositions des témoins. On y apprend par exemple que Gontran avait parfois tendance à maquiller les faits à son profit. Attitude narcissique tout à fait naturelle d'autant plus concevable que ces accrocs à la vérité ne se multiplient pas dans le récit. Somme toute, entre la version du journal intime et celle des témoins, l'écart reste mince. Les deux portraits, au lieu de se contredire, se complètent plutôt. Cela accentue, bien entendu, la vérité et même la "normalité" de Gontran. S'il présente le visage (un peu boutonneux, ce dont il souffre beaucoup) d'un adolescent légèrement obsédé, il n'en demeure pas moins suffisamment ancré dans le réel pour nous livrer une représentation de sa personne qui coïncide d'assez près (malgré un trou majeur connu uniquement à la fin) à celle que nous en donnons les autres. Ce Gontran, timide à l'excès, orgueilleux et fantasque pourrait aussi bien être votre fils que le mien c'est-à-dire un peu nous-mêmes (boutons en moins bien sûr puisque c'est la seule chose qui passe avec l'âge).

Voici donc un sujet en or (comme on a pu le dire de "Deux femmes en or") qui, dans son ensemble, apparaît comme bien organisé, bien pensé, bien écrit et qui pourtant déçoit.

### Entre le romantisme et son auteur

Je me suis, tout au long de ma lecture, posé cette question: "Mais qu'est-ce donc qui ne va pas?" J'ai cherché longtemps et j'ai compris à la fin qu'entre le roman et son auteur (quoi qu'en pensent les techniciens de

### REVUE MONCHANIN

trimestrielle, bilingue (anglais/français) internationale

explore les frontières de la rencontre interculturelle pour chercher ensemble la voie de l'expérience humaine, là où il n'appartient à aucune civilisation, religion ou personne d'établir, à elle seule, la nature et les voies de la croissance humaine totale.

**Cahiers récents:** Médecine Interculturelle I et II; Éducation Interculturelle II; Qui est Québécois? I, II et III; La Rencontre des cultures I; Autodétermination politique des autochtones I, II, et III; Le droit, le politique, les cultures.

**Abonnement:** un an — \$6,00 (Canada); \$7,00 (Autres pays)  
**Anciens numéros:** \$2,00 (Canada); \$2,25 (Autres Pays)

**INDEX CUMULATIF:** 1968-1978 \$5,00

publié par: Centre Interculturel Monchanin  
4917 St-Urbain, Montréal, Qué. H2T 2W1